

LE JOUR, 1954
04 SEPTEMBRE 1954

POLITIQUE INTÉRIEURE

La politique intérieure du Liban, quand sera-t-elle vraiment prise en mains ? Nous la disions l'autre jour trop insuffisante et lente. **Y a-t-il un Libanais sérieux qui pense autrement ?**

Pendant que les semaines passent, les expédients et la temporisation deviennent la règle ; mais le mal est organique, d'abord ; c'est pourquoi le temps ne peut le guérir à lui seul.

On est affligé de voir, malgré une situation monétaire, financière, économique dans l'ensemble si favorable, ce pays POLITIQUEMENT menacé. En le niant, on nierait l'évidence. Sur le plan de l'économie générale l'agriculture souffre, il est vrai, de prix anormalement bas. L'homme de la terre chez nous serait mieux défendu si la politique générale était mieux comprise.

Mais c'est la gestion de l'Etat qui pâtit d'une maladie aiguë de ses organes majeurs : le Législatif et l'Exécutif. Le Législatif est ce qu'il est et l'Exécutif n'existe pas.

Sans l'action décisive de l'Exécutif, dans la légalité, pour asseoir autrement la représentation électorale de ce pays, nous continuerons à languir, sans Gouvernement et sans Assemblée.

Il n'est pas permis de laisser aller les choses politiquement comme elles vont alors que le Liban se révèle si solide économiquement. **Les douanes seules viennent de donner plus d'un million de livres de recettes de plus que l'an dernier durant le mois d'août.** Sur le plan de l'économie, à vrai dire, le mérite ne revient guère à l'Etat. Il faut au contraire se battre contre les tendances hérétiques de l'Etat qui rabaisse tous les problèmes au niveau du primaire.

Nous sommes juste à temps pour faire une politique qui soit moins étrangère à la structure de la notion libanaise et au vœu conscient du peuple libanais.

Les communautés associées de ce pays veulent qu'on les rapproche raisonnablement quand elles vont aux urnes, au lieu qu'on les divise. Elles veulent qu'on donne à plus de Libanais des chances de collaborer pour la paix et le bien publics dans l'enceinte du Parlement. Elles veulent un Gouvernement qu'une Chambre plus étoffée puisse donner à ce pays sans s'anémier au point de risquer d'en mourir.

Ce mois de septembre apportera-t-il le changement EN PROFONDEUR qu'on espère ? Ou la carence se poursuivra-t-elle, avec ce qu'elle comporte d'incertitudes et de périls ? Combien de personnes dans ce pays, qu'on nous le dise, peuvent répondre à cette question ?